

# Le temps, c'est du sang...

Autor(en): **Claparède-Spiro, Hélène**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **19 (1917)**

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-751046>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# LE TEMPS, C'EST DU SANG...

## I

„Nous n'avions pas assez préparé la guerre et ce fut un grand malheur, mais il peut y avoir un malheur plus grand: c'est de nous obstiner à ne pas vouloir préparer la paix“ a dit, dans l'*Oeuvre*, M. Gustave Téry. Et, de fait, il semble que les gouvernants de tous les pays belligérants, loin de songer aux travaux préliminaires indispensables à l'élaboration d'une „paix organisée“, sur les bases d'une ligue mondiale ou Société des nations — telle que le président Wilson l'a définie comme pouvant seule être durable —, se soient conjurés pour réduire à néant les moindres perspectives d'aboutir au terme du conflit.

C'est ainsi que, selon la remarque judicieuse de M. Edgard Milhaud, parmi tant de contradictions et d'oppositions, les Gouvernements des empires centraux et ceux des nations alliées se trouvent „d'accord pour proclamer que la conclusion de la paix, à quelque moment qu'elle puisse ou doive se produire, devra précéder l'organisation générale, internationale, humaine, du régime de paix“. <sup>1)</sup> M. Milhaud s'élève justement et avec véhémence contre cette „conception néfaste“ contre cette „erreur de méthode“ qui, si l'on y persistait, coûterait des sacrifices incommensurables. Dans ce système, „l'organisation de la paix ne serait abordée, *in Angriff genommen*, comme dit le texte allemand — qu'après que les belligérants auraient signé la paix. „Une discussion sur les arrangements futurs destinés à assurer une paix durable, déclare la note des Alliés, suppose d'abord un règlement satisfaisant du conflit actuel.“ <sup>2)</sup>

„A l'heure où les belligérants mettront leur signature au bas du traité de paix, non seulement, par suite, la Société des nations n'existera pas, mais on n'aura même pas „discuté“ les voies et

---

<sup>1)</sup> *La Société des Nations*. Paris 1917. B. Grasset, édit.

<sup>2)</sup> Il convient de signaler que le *Temps*, dans un récent *leading*, vient de donner raison à M. Milhaud, et reconnaît avec lui „qu'on s'exposerait aux pires déceptions si l'on négociait la paix avant d'avoir fondé la ligue qui doit la maintenir“; et que dans le *Petit Parisien*, M. Jules Destrée a dit: „Si le projet de la Société des nations prend forme de réalité positive, . . . si l'on réalise dans la vie internationale le progrès accompli déjà dans la vie civile, . . . qui ne voit que, dans ce cas, les buts de guerre en seraient singulièrement modifiés, les transactions et les concessions plus faciles, les solutions plus rapides?“

moyens de sa constitution; on ne saura pas si les belligérants, d'abord, et la grande majorité des Etats neutres, ensuite, sont disposés à prendre les engagements d'une portée sans précédent, sans lesquels la Société des nations ne saurait exister."<sup>1)</sup>

Déjà en novembre 1916, M. Gabriel Hanotaux estimait que „l'heure est venue de créer une autorité suprême ayant qualité pour assurer la paix. Seule une institution internationale, dit-il,<sup>2)</sup> fondée avec le consentement de *tous*, aura désormais la haute situation nécessaire pour connaître du droit des traités et pour mettre en mouvement la force coercitive commune, chargée de les maintenir.

„Cette institution serait la clef de voûte de l'Europe organisée. Ne sent-on pas que l'heure est arrivée d'en venir délibérément à la fondation de cette Société des Etats que tant de nobles aspirations et les instincts populaires ont appelée de leurs vœux?“

Puis, en avril 1917, des missions anglaises et françaises, envoyées aux Etats-Unis, devaient étudier les problèmes concernant les garanties de paix. Et M. Milhaud, après avoir cité un télégramme de Londres, annonçant qu'entre M. Wilson et les délégués anglais et français „on discutera (aussi) les moyens pour rendre impossibles ou du moins plus difficiles les guerres dans l'avenir, on examinera dans ce but le projet de constitution d'une ligue mondiale pour assurer la paix“, ajouta: „Nous voici donc entrés, on le voit, dans la phase des réalisations. Puissent les négociateurs se hâter! Puissent-ils ne pas fermer les oreilles aux cris de douleur qu'arrache cet enfantement effroyable! Puissent-ils ne pas perdre de vue que leur œuvre, par son action immédiate sur les peuples, en abrégera la durée!“

Hélas, trop d'obstacles, trop d'impérialismes surtout, s'y opposaient encore. Mais un événement imprévu survint, d'une portée immense, et qui „était de nature à imprimer à la guerre une *orientation politique toute nouvelle*“,<sup>3)</sup> ce fut le jour où „un très grand

<sup>1)</sup> M. Milhaud, dans son important ouvrage, dit aussi: „Il est nécessaire que les gouvernants alliés — donnant l'exemple aux autres — se déclarent résolus à traiter, l'heure venue, en même temps que les questions particulières engagées dans le conflit actuel, les questions générales et permanentes qui les dominent. Et il est nécessaire que pour faire cette déclaration, ils n'attendent pas que s'écoulent des mois, des années peut-être . . . car le temps — Clémenceau l'a dit, et ce mot reste atrocement vrai — le temps, c'est du sang.“

<sup>2)</sup> Dans la *Revue des Deux Mondes*.

<sup>3)</sup> Civis: *La direction de la paix*. Paris 1917. L. Conard, édit.

peuple est né à la démocratie, et, par sa révolution, a fait soudain de la démocratie la *nécessité vitale* de l'Allemagne et de l'Autriche" (Milhaud).

Malheureusement ce peuple n'a pas été dès le début suffisamment compris et soutenu. Et la déclaration du Gouvernement provisoire russe — dans laquelle il était dit notamment que „la Russie libre n'a pas pour but de dominer les autres peuples, mais d'établir une paix solide sur *la base du droit des peuples de disposer de leur sort*“ — n'a pas eu la répercussion qu'elle méritait. D'aucuns l'ont même exploitée aussitôt, en en dénaturant le sens, pour lancer les premières insinuations de „paix séparée“, afin d'attiser les méfiances au dedans et au dehors et de préparer le terrain à la réaction.<sup>1)</sup> En sorte qu'une campagne, habilement menée et servie à point par l'arrivée de Lénine, s'en est suivie, entraînant des troubles qui risquent de compromettre, en fin de compte, tout le bénéfice acquis au monde par la révolution.

M. Marcel Cachin n'a pas craint de le dire ouvertement, dans *l'Humanité*, „les réactions s'effrayent de la place immense que les événements actuels assignent au socialisme de tous les pays, et c'est là l'origine de la campagne violente dont nous sommes aujourd'hui les témoins. Cette campagne artificielle et dangereuse n'a pas d'issue“. Et M. Cachin déplore „l'aveuglement des forces de réaction qui se refusent d'ouvrir les yeux à la lumière“.

Que l'on médite, par ailleurs, et avant qu'il ne soit trop tard, cette sentence du député russe Goldenberg, en mission à Paris: „*Ou la révolution tuera la guerre ou la guerre tuera la révolution*“ et qu'on réfléchisse bien que, dans cette dernière alter-

<sup>1)</sup> Ce passage d'un ordre du jour, voté le 20 juillet en présence de Kerensky, le confirme: „A un moment où la démocratie révolutionnaire tend de toutes ses forces à réprimer le désordre à l'intérieur, et à organiser la résistance contre l'ennemi du dehors, des fractions de la bourgeoisie, de concert avec les éléments contre-révolutionnaires, exploitent les difficultés du pays pour attaquer ouvertement les organes légaux de la démocratie, et pour miner le gouvernement provisoire institué par la révolution. En même temps les partisans, déclarés ou non, de l'impérialisme exploitent le malheur sur le front pour imputer la politique extérieure de la Russie aux buts et méthodes unanimement condamnés par la masse du peuple... Le jeu sinistre des milieux contre-révolutionnaires et d'une certaine presse, qui, de tous côtés, jettent des accusations de corruption et d'espionnage, vise à créer une atmosphère malsaine de calomnies, d'insinuations et de méfiance, et à trahir le pays, afin de combattre la révolution et d'anéantir les organes de la démocratie révolutionnaire.“

native, ce serait le retour à l'autocratie tsariste, que précisément le même député a dénoncé comme étant „une menace peut-être *plus* dangereuse que la Prusse même“.

Dès lors le but immédiat ne devrait-il pas être d'aider à consolider les assises de la démocratie russe, qui, si elle pouvait évoluer normalement, assurerait le triomphe du principe démocratique en Europe, et, partant, la défaite du militarisme ou prussianisme — les deux objectifs principalement visés par l'Entente ?

## II

Il semble que jusqu'ici l'on n'ait pas assez tenu compte d'un facteur important, qui dans la lutte contre l'autocratie et le militarisme pourrait devenir un auxiliaire efficace, et permettre d'escompter, avec le temps, un changement de la mentalité germanique dominante — c'est le mouvement libéral et démocratique constitué en Allemagne par l'*opposition*, qu'un publiciste anglais a recommandé à juste titre de considérer comme le „*commun allié* contre l'autocratie prussienne“.

La presse de l'étranger n'y fait guère allusion, car les agences officielles ont intérêt à n'en pas parler, tandis qu'elles colportent avec empressement les dévergondages des pangermanistes et les élucubrations des Scheidemann.<sup>1)</sup> Cependant l'on a appris ces jours-ci la condamnation à cinq mois de prison, de l'éminent professeur Dr. Nicolai, de Berlin, sans doute pour avoir écrit, et publié en Suisse, son admirable ouvrage: *La biologie de la guerre*<sup>2)</sup>, dont des exemplaires circulent clandestinement en Allemagne, et contribuent à y ouvrir bien des yeux.

En août 1915 déjà, Eduard Bernstein — qui, avec Karl Liebknecht et quelques autres esprits indépendants était resté fidèle à la cause du droit et de la justice — développa la conception que le principe de la paix est „la reconnaissance par tous du droit

<sup>1)</sup> Cette information unilatérale induit fatalement en erreur. Ainsi, tout récemment, dans la *Revue der Deux-Mondes*, M. André Lebon a pu prétendre encore, de bonne foi, que les minoritaires allemands ne sont „qu'une poignée“, et les taxer de „moins annexionistes que leurs émules les majoritaires“, quand, en fait, ils combattent âprement ces derniers, et sont en passe de les égaler en nombre. (M. Nippold est d'un autre avis. Voir dans ce numéro son article: „Gefährlicher Optimismus. — B.)

<sup>2)</sup> *Die Biologie des Krieges*. Zürich 1917. Orell Füssli, édit.

des peuples de décider librement de leur sort“. Avec le temps, non seulement un nombre toujours croissant de socialistes du parti de Scheidemann sont venus se rallier à celui de Bernstein — qui, détail à relever, compte aujourd’hui plus de 120,000 membres payants, sans compter les autres, ni tous ceux qui sont à l’armée — mais aussi beaucoup d’hommes d’autres partis se sont joints à l’opposition et travaillent à l’affermir. C’est pourquoi M. Milhaud a pu, en mai dernier déjà, faire la constatation que „dans cette Allemagne intoxiquée par les enseignements des Treitschke et des Bernhardt, de nouvelles doctrines commençaient à se faire jour“, et enregistrer certains „indices des transformations de l’esprit public allemand“.

D’autre part, quelqu’un a dit dans le *New Statesman* qu’„une colombe allemande qui apporterait un rameau d’olivier de la part d’une Allemagne démocratique aurait chance d’être accueillie favorablement par les Alliés“. Or, il est avéré qu’une parcelle de cette Allemagne démocratique existe d’ores et déjà, il faudrait seulement pouvoir lui enlever son bâillon et lui fournir la possibilité de se manifester. Le député Haase, dans son fameux discours du 19 juillet, a affirmé au Reichstag, <sup>1)</sup> que „le peuple allemand est sorti de son délire, qu’il s’est éveillé peu à peu“, et que „ce que Liebknecht a dit hier, des centaines et des centaines de gens le répètent aujourd’hui“. Preuve en soit, entre autres, cet ordre du jour voté à l’unanimité à l’issue d’une conférence donnée à Leipzig, sous les auspices de l’Office central de droit international : <sup>2)</sup> „Les participants à la réunion publique tenue à Leipzig le 14 juin 1917, réclament une paix impliquant des garanties de stabilité. Pour cela la paix doit assurer à tous les peuples le droit de disposer librement de leur sort, et ne doit pas reposer sur des an-

---

<sup>1)</sup> Où il a lu aussi la réponse du parti indépendant au questionnaire de la conférence préparatoire de Stockholm, manifeste dont la censure avait interdit la publication intégrale; ce qui permit au parti du *Vorwärts* de répandre des allégations fausses, relatives à la question d’Alsace-Lorraine, allégations réfutées par un socialiste indépendant, qui a déclaré, à la séance du 28 septembre, en ce qui concerne l’Alsace-Lorraine, que son parti „n’a jamais laissé subsister le moindre doute que ce pays devait être abandonné aux Français“.

<sup>2)</sup> Cette association, *Zentrale Völkerrecht* — fondée par quelques membres de l’ancien *Bund Neues Vaterland*, après la dissolution de ce dernier — avait des ramifications déjà dans toute l’Allemagne, mais elle fut, paraît-il, dissoute à son tour par les autorités.

nexions. L'assemblée, considérant la création d'une Société des nations, et particulièrement d'une fédération des Etats-Unis d'Europe, comme le moyen le plus efficace de prévenir des guerres futures, engage toutes les personnes présentes à intervenir énergiquement en toute occasion et en tous lieux, en faveur d'une telle Société des nations."

Il est donc indéniable qu'un travail interne s'opère en Allemagne; M. Paul Louis lui attribue même „une grande valeur“ et estime qu'à son sens „il peut et doit influencer à un moment et sur le cours de la guerre et sur le statut de l'Europe future“.1)

Le *Figaro* a relevé, à l'occasion de la motion votée par la majorité du Reichstag „... qu'il y a au Reichstag un parti très fort qui est arrivé déjà à l'étape de la „paix sans indemnités ni annexions“ dont l'idée seule atteint le pangermanisme au point vital“, et il articula que „le fait qu'une partie importante de l'Allemagne se soit orientée dans cette direction est un fait d'un *intérêt décisif*.“

Certes, les pangermanistes, qui ne forment qu'une petite fraction, mais détiennent un grand pouvoir de par leur haute situation et les millions dont ils disposent, se sont vivement alarmés de l'orientation nouvelle que révéla le vote du Reichstag, et ils ont déchaîné un formidable courant de réaction. Cela pourrait bien avoir pour résultat de déclencher une manifestation de l'opposition, si celle-ci réussit enfin à déjouer les mesures de répression préventive systématiquement appliquées pour la réduire à l'impuissance.2)

Malgré tout, on l'a vu, le progrès est en marche, le peuple allemand prend conscience de lui-même et aspire à s'affranchir; il sait que la première condition pour l'avènement d'une paix durable, c'est une Allemagne démocratisée. A ce propos M. Hermann Fernau, le républicain allemand bien connue, réfugié en

---

1) *Mercur de France* du 16 septembre 1917.

2) Déjà une crise vient d'éclater au Reichstag, après la manœuvre dirigée par le chancelier contre ceux qui dévoilèrent à la tribune la propagande séditeuse des pangermanistes; propagande visant à renverser le Parlement pour instituer un régime pangermaniste — alors que le 99% des soldats sont pour une paix de conciliation. Or, loin de porter à l'opposition le coup mortel escompté, l'accusation infamante, lancée sans preuves contre des socialistes indépendants, vaudra de nouvelles sympathies à leur cause.

Suisse, dans une „lettre à un ami français“, a écrit: „Il est nécessaire qu'on abandonne une bonne fois la légende accréditée dans les pays de l'Entente, d'un peuple allemand anti-démocratique-servile, militariste. Si cette légende persistait, alors nous empoisonnerions par avance la paix à venir. Qu'on témoigne au peuple allemand la confiance qu'il est, tout comme un autre peuple, „mûr“ pour se gouverner lui-même d'après le principe qui seul donnera des garanties à l'Europe future“. 1)

Evidemment, le peuple allemand, quoi qu'on en dise, n'est plus solidaire de son gouvernement; c'est pour avoir méconnu ce fait qu'échoua la conférence de Stockholm, 2) qui nous eût vraisemblablement rapprochés de la paix, Ce fut là encore un aveuglement qu'on regrettera un jour.

Ainsi donc le carnage se prolonge sans répit; partout la disette devient un péril grandissant... Certains, néanmoins, conservent au dedans d'eux mêmes quelque espoir en la possibilité d'une issue prochaine, quoiqu'ils ne puissent le formuler sans encourir des suspicions. Mais comment envisager un règlement du conflit tant qu'il est convenu qu'on ne saurait converser avec le pays des „chiffons de papier“, ni faire état des engagements qu'il pourrait prendre? Cependant, voici que cet argument paraît en voie de s'affaiblir, puisque l'on a appris que des représentants anglais et allemands s'étaient réunis en Hollande pour s'entendre sur des améliorations à apporter réciproquement au sort des prisonniers civils. „Au milieu de cette guerre débordante de haine, dit M. Alfred H. Fried, dans son dernier „Journal de guerre“, 3) des Anglais et des Allemands, assis autour d'une même table, ont délibéré avec calme sur des questions d'intérêt commun; ils ont élaboré, paragraphé, un traité qui a été ratifié par les deux gouvernements.

---

1) *Friedenswarte*, septembre 1917, Zurich.

2) „Il serait suprêmement illogique de proclamer avec un soupir, qu'il ne peut y avoir de paix avant que l'Allemagne ne soit démocratisée et de refuser en même temps d'assister le parti le plus démocratique qui soit en Allemagne“, lit-on dans *Everyman*, à propos des arguments pour et contre une conférence internationale.

3) *Friedenswarte*, septembre. — Dans ce même article Fried émet l'opinion que l'Autriche, si elle ne réussit pas à faire pression sur l'Allemagne pour l'amener à sa politique de paix, exprimée par les dernières déclarations du comte Czernin, devrait se séparer de son alliée. Une suggestion analogue a d'ailleurs déjà été faite par le professeur Herron, dans la *Semaine littéraire* du 14 juillet 1917



Involontairement l'on en vient à se demander, si ce qui a été entrepris ici en petit, ne pourrait pas l'être également sur une plus grande échelle pour favoriser la conclusion de la paix. La constatation qu'en pleine guerre des arrangements ont pu être conclus et exécutés, fait apparaître avec plus d'horreur encore la continuation sans limites des ravages de la guerre" . . .

\* \* \*

O vous, qui tenez entre vos mains éphémères le destin du monde, hâtez-vous d'ouvrir les yeux à la réalité; prenez conscience de votre mission suprême envers l'humanité d'aujourd'hui et de demain, et rappelez-vous que. . . *le temps, c'est du sang!*

GENÈVE

HÉLÈNE CLAPARÈDE-SPIRO

□□□

## WARUM ELSASS-LOTHRINGEN KEIN SELBSTÄNDIGER STAAT WERDEN KANN

In neuester Zeit wird öfter als früher, und mehr als gut ist, von der Erhebung Elsaß-Lothringens zu einem selbständigen Staat, oder, wie Andere mit einem etwas anrücklich gewordenen Begriffe sich ausdrücken, von der „Neutralisierung“ Elsaß-Lothringens gesprochen. Die eine solche Konstruktion als lebensfähig empfehlen, lassen sich in zwei, was die Ehrlichkeit der Überzeugung betrifft recht scharf auseinanderzuhaltende Gattungen einteilen. Die Einen reden jenem Vorschlage das Wort, weil ihnen dessen Unausführbarkeit nicht zu Bewusstsein kommt, während die andern ihn gerade deshalb anpreisen, weil sie diese Unmöglichkeit klar durchschauen.

Wer den guten Glauben der Ersteren mit dem richtigen Blick der Letzteren verbindet, der wird nicht anstehen, die Gründung eines selbständigen Staates Elsaß-Lothringen auf das entschiedenste abzulehnen, weil ein solcher aus volkswirtschaftlichen, geographischen und psychologischen Gründen nicht lebensfähig wäre und